

EVIDENCE

OTTAWA, Wednesday, June 16, 2021

The Standing Senate Committee on Transport and Communications met by videoconference this day at 6:30 p.m. [ET] in consideration of Bill S-225, An Act to amend the Copyright Act (remuneration for journalistic works); and, in camera, in consideration of a draft agenda (future business).

Senator Michael L. MacDonald (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: My name is Michael MacDonald. I'm a senator from Cape Breton, Nova Scotia and chair of the committee. Today, we are conducting this meeting of the Standing Senate Committee on Transport and Communications by video conference. Participants are asked to have their microphones muted at all times unless recognized by name by the chair and will be responsible for turning their microphones on and off during the meeting.

Before speaking, please wait until you are recognized by name. I will ask senators to use the "raise-hand" feature in order to be recognized. Once you have been recognized, please pause for a few seconds to let the audio signal catch up to you. When speaking, please speak slowly and clearly and do not use the speaker phone.

I also ask that members speak in the language that they have chosen to listen to. If you have chosen to listen to interpretation in English, speak only English. If you have chosen to listen to interpretation in French, speak only French. If you are not using the interpretation service, you may speak in either language, but please avoid switching from one language to the other in the same intervention.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk and we will work to resolve the issue. If you experience other technical challenges, please contact the committee clerk at the technical assistance number provided. Please note that we may need to suspend during these times as we need to ensure that all members are able to participate fully.

Finally, I would like to remind all participants that Zoom screens should not be copied, recorded or photographed. You may use and share official proceedings posted on the SenVu website for that purpose.

Today, we are continuing our examination of Bill S-225, An Act to amend the Copyright Act (remuneration for journalistic works). We have with us Professor Michael Geist, Canada

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mercredi 16 juin 2021

Le Comité sénatorial permanent des transports et des communications se réunit aujourd'hui, à 18 h 30 (HE), par vidéoconférence, pour étudier le projet de loi S-225, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (rémunération pour les œuvres journalistiques) et, à huis clos, pour examiner un projet d'ordre du jour (futurs travaux).

Le sénateur Michael L. MacDonald (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Je m'appelle Michael MacDonald, sénateur du Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, et président du comité. Aujourd'hui, cette séance du Comité sénatorial permanent des transports et des communications se fait en vidéoconférence. Les participants sont invités à désactiver leur microphone en tout temps à moins que le président ne leur donne la parole nommément, et il leur incombe de l'activer et de le désactiver pendant la réunion.

Avant de parler, veuillez attendre qu'on vous donne la parole. Je vais prier les sénateurs d'utiliser la fonction « main levée » pour demander la parole. Quand vous avez la parole, veuillez attendre quelques secondes pour laisser le signal audio vous capter. Parlez lentement et clairement et n'utilisez pas de téléphone mains libres.

J'invite également les membres du comité à s'exprimer dans la langue qu'ils ont choisi d'écouter. Si vous avez choisi d'écouter l'interprétation en anglais, parlez seulement en anglais. Si vous avez choisi d'écouter l'interprétation en français, parlez seulement français. Si vous n'utilisez pas le service d'interprétation, vous pouvez parler dans l'une ou l'autre langue, mais évitez de passer d'une langue à l'autre dans la même intervention.

En cas de problème technique, notamment du côté de l'interprétation, veuillez le signaler au président ou à la greffière; nous tâcherons de trouver une solution. Si vous éprouvez d'autres difficultés techniques, veuillez communiquer avec la greffière du comité au numéro d'assistance technique fourni. Veuillez noter que nous devons peut-être suspendre la séance dans ce cas, car nous devons veiller à ce que tous les membres puissent participer pleinement.

Enfin, j'aimerais rappeler à tous les participants que les écrans Zoom ne doivent pas être copiés, enregistrés ou photographiés. Vous pouvez utiliser et partager les délibérations officielles affichées sur le site SenVu.

Aujourd'hui, nous poursuivons notre étude du projet de loi S-225, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (rémunération pour les œuvres journalistiques). Nous accueillons

Research Chair in Internet and E-commerce Law; Jamie Irving, Chair of News Media Canada; and Kevin Chan, Director of Policy, Canada, with Facebook.

I would like to thank all of our witnesses for joining us this evening. I invite Mr. Geist, Mr. Irving, and Mr. Chan to give their opening remarks, followed by questions from the committee members.

Professor Geist, we begin by opening the floor to you. You have the floor, sir.

Dr. Michael A. Geist, Canada Research Chair in Internet and E-commerce Law, Faculty of Law, Common Law Section, University of Ottawa, as an individual: Thank you very much. Thank you to the committee for the invitation. Good evening. As you heard, my name is Michael Geist. I'm a law professor at the University of Ottawa where I hold the Canada Research Chair in Internet and E-commerce Law, and I'm a member of the Centre for Law, Technology and Society. I appear in a personal capacity representing only my own views.

I would like to thank the committee for the invitation to appear on Bill S-225, which both raises some critically important national policy issues and gives me the opportunity to talk about something other than a certain Broadcasting Act reform bill.

Senator Simons appears on my podcast this week, and she rightly notes that no matter one's view of the bill, it has sparked discussion and public debate on the future of the media and journalism in Canada, which is something we all should welcome.

That said, I come today with criticism of the bill, which I respectfully think is an ill-advised foray into copyright reform. First, I think it misunderstands the technology and doesn't address the actual issue at all. Platforms such as Facebook and Google include hyperlinks, sometimes accompanied by the headline or a short blurb from the underlying article. Bill S-225 would seemingly not touch those actual uses on the services since it excludes hyperlinks and is limited to the work or a substantial portion thereof. I should caution that the solution is not to expand the scope of the bill by covering hyperlinks, which would run counter not only to established law, but create a risk to freedom of expression by limiting the ability to cite other works.

Second, even if a blurb were viewed as a substantial portion of the work, copyright law would address this already and require either a licence or that the work be covered by an exception such

M. Michael Geist, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique, M. Jamie Irving, président de Médias d'info Canada, et M. Kevin Chan, directeur des politiques, Canada, chez Facebook.

Je remercie nos témoins de leur présence parmi nous ce soir. J'invite M. Geist, M. Irving et M. Chan à faire leur exposé préliminaire, après quoi les membres du comité leur poseront des questions.

Monsieur Geist, nous allons commencer par vous. Vous avez la parole, monsieur.

Michael A. Geist, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet du commerce électronique, Faculté de droit, Section de la common law, Université d'Ottawa, à titre personnel : Merci beaucoup. Je remercie le comité de son invitation. Bonsoir. Comme vous venez de l'entendre, je m'appelle Michael Geist. Je suis professeur de droit à l'Université d'Ottawa, où je suis titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique; je suis également membre du Centre de recherche en droit, technologie et société. Je compare à titre personnel et je ne représente que mon propre point de vue.

Je tiens à remercier le comité de m'avoir invité à témoigner au sujet du projet de loi S-225, qui soulève des questions d'une importance cruciale dans l'ordre de la politique nationale et qui me donne l'occasion de parler d'autre chose que d'un certain projet de réforme de la Loi sur la radiodiffusion.

La sénatrice Simons apparaît dans mon balado cette semaine et elle fait remarquer à juste titre que, quelle que soit l'opinion qu'on ait de ce projet de loi, il a déclenché des discussions et un débat public sur l'avenir des médias et du journalisme au Canada, et c'est quelque chose que nous devrions tous accueillir favorablement.

Cela dit, je suis ici aujourd'hui pour critiquer le projet de loi, que je considère, en tout respect, comme une incursion malavisée dans la réforme du droit d'auteur. Premièrement, je crois qu'il y a malentendu au sujet de la technologie et que ce projet de loi ne règle pas du tout le vrai problème. Des plateformes comme Facebook et Google comprennent des hyperliens, parfois accompagnés du titre ou d'une courte notice extraite de l'article auquel renvoie le lien. Le projet de loi S-225 ne toucherait pas à ces utilisations concrètes puisqu'il exclut les hyperliens et se limite à l'œuvre ou à une partie importante de celle-ci. Je dois préciser que la solution n'est pas d'élargir la portée du projet de loi pour couvrir les hyperliens, car cela irait à l'encontre non seulement de la loi en vigueur, mais compromettrait la liberté d'expression en limitant la possibilité de citer d'autres œuvres.

Deuxièmement, même si une notice était considérée comme une partie importante de l'œuvre, la Loi sur le droit d'auteur s'y appliquerait et exigerait soit une licence, soit que l'œuvre soit

as “fair dealing” which, as I’m sure you know, the Supreme Court of Canada views as a user’s right. In this instance, I think there is a strong argument it would qualify as fair dealing, which the Copyright Board would be required to consider as part of its assessment, leaving little for which to actually compensate.

Third, the proposal does not address the fact that many of the articles on platforms are posted by news organizations themselves. To compensate those organizations for articles they post would create an odd dynamic where they could effectively guarantee payment through their own social media posts. Those posts, which are subject to a licence agreement that the organization itself agree to, should not be compensated and would also require exclusion by the board.

Fourth, the Copyright Board is known for many things but speed of process is not one of them. Giving the board a new tariff to address will take years of hearings and litigation, providing little, if any, remuneration until the latter half of the current decade.

Beyond my concerns about Bill S-225, I have a broader concern with government intervention into this issue. This is not to say that there should not be government support for the sector. I believe there should. The sector lobbied heavily for government support and got it, with hundreds of millions of tax dollars poured into programs and tax breaks. The programs we’ve seen introduced — the Local Journalism Initiative, the Canadian journalism labour tax credit and the digital news subscription tax credit — offer some hope, provided they maintain a neutral implementation that does not favour legacy companies over new, innovative services.

However, the new demands for further government intervention, whether by way of legislation or intervening in negotiated licensing, has to date caused more harm than good. When Canadian Heritage Minister Steven Guilbeault calls linking to social media stories “immoral” even as he advertises on those services and regularly links to online stories, the message is that government intervention is on the way.

This creates harms in several ways: First, there have been numerous deals in Canada, including with some members of News Media Canada. The suggestion that *Le Devoir* can strike a deal but the *Toronto Star* can’t is absurd. As some organizations hold out hope for government intervention in the hope of getting

visée par une exception comme celle de « l’utilisation équitable », que la Cour suprême du Canada, comme vous le savez, juge être un droit de l’utilisateur. En l’occurrence, je pense qu’on peut sérieusement considérer qu’il s’agirait d’une utilisation équitable dont la Commission du droit d’auteur serait dans l’obligation de tenir compte dans son évaluation, ce qui laisserait peu de place à une rémunération.

Troisièmement, la proposition ne tient pas compte du fait que beaucoup des articles publiés sur les plateformes sont affichés par les médias eux-mêmes. Le fait de rémunérer ces organisations pour les articles qu’elles publient créerait une drôle de dynamique qui leur permettrait de garantir effectivement un paiement par l’entremise de leurs propres publications sur les médias sociaux. Ces publications, qui sont assujetties à un contrat de licence que l’organisation elle-même accepte, ne devraient pas faire l’objet d’une rémunération et devraient également être exclues par la commission.

Quatrièmement, la Commission du droit d’auteur est connue pour bien des choses, mais pas pour la rapidité de ses procédures. Il faudra des années d’audiences et de litiges pour imposer un nouveau tarif à la commission, et la rémunération, minime si tant est qu’il y en ait une, devra attendre la deuxième moitié de la décennie en cours.

En dehors de mes préoccupations au sujet du projet de loi S-225, je m’inquiète plus généralement de l’intervention du gouvernement dans ce dossier. Je ne veux pas dire qu’il ne devrait pas appuyer ce secteur. Au contraire. Le secteur a exercé de fortes pressions pour obtenir l’aide du gouvernement et il l’a obtenue sous la forme de centaines de millions de dollars injectés dans des programmes et des allègements fiscaux. Les programmes mis en œuvre — l’Initiative de journalisme local, le crédit d’impôt pour la main-d’œuvre journalistique canadienne et le crédit d’impôt pour les abonnements aux nouvelles numériques — donnent espoir, à condition qu’ils restent neutres et ne favorisent pas les entreprises classiques au détriment des nouveaux services novateurs.

Cela dit, les nouveaux appels à l’intervention gouvernementale, qu’il s’agisse de mesures législatives ou d’une intervention dans l’octroi de licences négociées, ont jusqu’à maintenant fait plus de tort que de bien. Quand le ministre du Patrimoine canadien Steven Guilbeault affirme qu’il est « immoral » d’associer des articles à des médias sociaux, même s’il fait de la publicité sur ces plateformes et qu’il y met régulièrement des liens vers des articles en ligne, le message est que l’intervention du gouvernement est en route.

Cela fait du tort à bien des égards : premièrement, il y a de nombreuses ententes au Canada, notamment avec certains membres de Médias d’info Canada. L’idée que *Le Devoir* pourrait conclure une entente, mais pas le *Toronto Star* est absurde. Certaines organisations espèrent que le gouvernement

a better deal, the delays become an own goal and hurt the sector at a difficult time.

Second, the threat of government intervention runs the risk of self-censorship by Canadian media organizations. Indeed, I know of instances over the past year where organizations decided against running approved opinion pieces critical of Minister Guilbeault, leaving the unmistakable sense that criticizing the minister who was most likely to intervene on behalf of the sector was not good for business.

Third, this blurring of editorial and business occurs in other ways. I believe the lobbying campaigns have hurt the credibility of Canadian media organizations by devoting front pages to self-interested lobbying efforts that don't provide value for subscribers but do call into question the credibility and impartiality of the publications themselves.

Fourth, the policies invariably seek to protect legacy companies at the expense of innovative start-ups that are finding alternative ways to cover the news and develop new business models. Support for the sector is one thing, but creating barriers to innovation is entirely another. We must be careful that in the rush to help the sector — and I again emphasize, help is a good thing — we do not ultimately harm the long-term health of the future of journalism in Canada. I look forward to your questions.

The Chair: Thank you, Mr. Geist. Next, we'll hear from Mr. Irving.

Jamie Irving, Chair, News Media Canada: Thank you for inviting me to appear this evening.

Our view at News Media Canada is that Facebook's and Google's monopoly practises have resulted in a market failure for news media in Canada and abroad. Facebook and Google recorded global revenues of C\$108 billion and C\$230 billion respectively in 2020. In Canada, Facebook had revenues of \$3 billion; Google had revenues of \$5 billion. Yet they refuse to fairly pay news publishers for news content.

Over 80% of online advertising revenue in Canada has been swept up by two companies, Facebook and Google. Local news and journalism jobs are disappearing due to the monopolistic practices of Google and Facebook.

The role of journalism in Canada is under threat. Local news and journalism jobs are disappearing. News Media Canada's members employ well over two thirds of Canada's journalists. Without an increased access to online advertising revenue, publishers estimate losses of \$5 million to \$600 million a year,

interviendra et qu'elles obtiendront ainsi une meilleure entente, mais les délais sont en fin de compte des buts contre leur propre camp et nuisent au secteur en cette période difficile.

Deuxièmement, la menace d'une intervention gouvernementale risque d'entraîner un processus d'autocensure parmi les médias canadiens. De fait, j'ai pu constater au cours de la dernière année que des organisations ont décidé de ne pas publier d'articles d'opinion dûment approuvés qui critiquaient le ministre Guilbeault, laissant le sentiment non équivoque que critiquer le ministre le plus susceptible d'intervenir au nom du secteur n'était pas bon pour les affaires.

Troisièmement, ce brouillage entre l'éditorial et le commercial se produit ailleurs aussi. Je crois que les campagnes de lobbying nuisent à la crédibilité des médias canadiens qui consacrent leur une à des articles de lobbying qui n'intéressent pas les abonnés, mais qui compromettent la crédibilité et l'impartialité des publications elles-mêmes.

Quatrièmement, les politiques visent invariablement à protéger les entreprises classiques au détriment des nouvelles entreprises novatrices qui trouvent d'autres façons de présenter les nouvelles et créent de nouveaux modèles d'affaires. Soutenir le secteur est une chose, mais créer des obstacles à l'innovation en est une tout autre. Il faut prendre garde de ne pas nuire à la santé à long terme du journalisme au Canada en étant trop pressés d'aider le secteur — et j'insiste encore une fois sur le fait que l'aide est une bonne chose. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

Le président : Merci, monsieur Geist. Nous allons maintenant entendre M. Irving.

Jamie Irving, président, Médias d'info Canada : Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner ce soir.

Selon Médias d'info Canada, les pratiques monopolistiques de Facebook et de Google ont entraîné une défaillance du marché pour les médias d'information au Canada et à l'étranger. Facebook et Google ont enregistré des revenus mondiaux de 108 milliards de dollars canadiens et 230 milliards de dollars canadiens respectivement en 2020. Au Canada, les revenus de Facebook se chiffrent à 3 milliards de dollars et ceux de Google à 5 milliards de dollars. Ils refusent pourtant de payer équitablement les éditeurs de nouvelles.

Plus de 80 % des recettes publicitaires en ligne au Canada ont été englouties par deux entreprises, Facebook et Google. Les emplois dans les chaînes de nouvelles et les journaux locaux disparaissent en raison des pratiques monopolistiques de Google et de Facebook.

Le rôle des journalistes est menacé au Canada. Les emplois dans les chaînes de nouvelles et les journaux locaux disparaissent. Les membres de Médias d'info Canada emploient plus des deux tiers des journalistes canadiens. Sans un meilleur accès aux recettes publicitaires en ligne, les éditeurs estiment que

with publisher revenues declining from \$5 billion in 2008 to \$1.7 billion in 2020. Our industry has declined from a \$5-billion industry to a \$1.7-billion industry, and we're forecasting annual losses as an industry of about \$500 million a year.

News Media Canada is advocating for a policy solution that does not require funds from the government or consumers. Governments, businesses and the public are seized with the negative actions of the global web giants, with the public strongly supporting government action. The objective is to fix market failures caused by Facebook and Google and to support journalist jobs.

Canada and other countries have examined several options, which include legislation to enforce collective bargaining and market-based negotiations, copyright legislation, creation of a new fund to support journalism and taxation of the global tech and web platforms.

News Media Canada organizations examined numerous policy models and recommended the best approach for publishers of all sizes and regions. One long-term fix identified is the creation of a digital platform act to enforce collective bargaining and market-based negotiations directly between publishers and the web giants.

Legislation will create a licensing regime where publishers can negotiate fair compensation with binding arbitration between publishers and the web giants.

Daily, regional, community and ethnocultural news publishers account for more than 90% of news readership, and all are recommending a digital platform act.

Broadcasters, both private and public, recommend legislation and prefer this approach to the creation of a fund. Unifor and tech innovators such as Microsoft also support the legislative approach.

The governments of Australia, the United Kingdom, the European Union and France all endorse legislation. Australia adopted a licensing regime allowing publishers to negotiate directly with Facebook and Google. The Australian competition chair has called the legislation a success. Publishers have negotiated long-term contracts of substantial size for their content. The *Financial Times* was reporting it is roughly US\$200 million a year, for a country that is about two thirds the size of Canada in terms of population. Australia's government passed legislation requiring the web platforms to negotiate compensation arrangements and they complied. These

leurs pertes sont de l'ordre de 5 à 600 millions de dollars par an, tandis que leurs revenus sont passés de 5 milliards de dollars en 2008 à 1,7 milliard de dollars en 2020. Notre secteur d'activité est passé de 5 milliards de dollars à 1,7 milliard de dollars, et nous prévoyons des pertes globales d'environ 500 millions de dollars par an.

Médias d'info Canada préconise une solution stratégique qui n'exige pas d'investissement du gouvernement ou des consommateurs. Les gouvernements, les entreprises et la population sont au fait des actions négatives des géants du Web, et la population est très favorable aux mesures prises par le gouvernement. L'objectif est de remédier aux défaillances du marché causées par Facebook et Google et de soutenir les emplois des journalistes.

Le Canada et d'autres pays ont envisagé diverses solutions, dont une loi pour faire respecter les négociations collectives et les négociations fondées sur les conditions du marché, une loi sur le droit d'auteur, la création d'un nouveau fonds pour soutenir le journalisme, et la taxation des plateformes technologiques et des plateformes Web mondiales.

Les organisations de Médias d'Info Canada ont envisagé de nombreux modèles stratégiques et recommandé la meilleure approche pour tous les éditeurs, quelles que soient leur importance et leur localisation. Une solution à long terme serait la création d'une loi sur les plateformes numériques pour faire respecter les négociations collectives et les négociations fondées sur les conditions du marché entre les éditeurs et les géants du Web.

La nouvelle loi créera un régime de licences dans le cadre duquel les éditeurs pourront négocier une rémunération équitable avec arbitrage exécutoire entre eux et les géants du Web.

Les médias produisant des nouvelles quotidiennes, régionales, communautaires et ethnoculturelles représentent plus de 90 % du lectorat de nouvelles, et tous leurs éditeurs recommandent une loi sur les plateformes numériques.

Les radiodiffuseurs, privés et publics, recommandent une loi et préfèrent cette approche à la création d'un fonds. Unifor et les innovateurs technologiques comme Microsoft appuient également l'approche législative.

Les gouvernements de l'Australie, du Royaume-Uni, de l'Union européenne et de la France appuient tous la solution législative. L'Australie a adopté un régime de licences permettant aux éditeurs de négocier directement avec Facebook et Google. Le président du bureau de la concurrence de l'Australie estime que cette loi est un succès. Les éditeurs ont négocié des contrats à long terme de grande envergure pour leur contenu. Le *Financial Times* fait état d'environ 200 millions de dollars américains par an pour un pays dont la population équivaut aux deux tiers de celle du Canada. Le gouvernement de l'Australie a adopté une loi exigeant que les plateformes du Web

arrangements are tied to the number of full-time journalists employed by the organization.

If adopted in Canada, our recommendation will help reverse the decline of journalism jobs and ensure news content is available online. News Media Canada's members are prepared to commit that any remuneration received from the platforms will be used for newsroom funding only.

Just one final remark, I'd like to point out that the new media is not thriving in this ecosystem either. We saw *HuffPost Canada* recently shut down. New media companies like Vox Media and BuzzFeed are all struggling under the current environment. We feel strongly that there is a lot that can be done to regulate the platforms, but it has to begin with access to digital advertising markets and fair market access. We think that is the fundamental problem.

Thank you very much for your time this evening.

The Chair: Thank you, Mr. Irving.

Finally, Mr. Chan, you may proceed.

Kevin Chan, Director of Policy, Canada, Facebook: Thank you, Mr. Chair and honourable senators, for inviting me to your meeting. I apologize that I was unable to appear last week, but we had a long-standing commitment to host some of our News Innovation Test partners at the Canadian Journalism Foundation, or CJF, gala and also to celebrate Indiegraf, which won this year's CJF-Facebook Journalism Project Digital News Innovation Award.

[Translation]

It is important to make clear that Facebook recognizes that these difficult times are having a very negative impact on the Canadian media industry. The last two decades, as consumers have shifted from print to the internet, have been very tough on the media.

[English]

On a personal note, I appreciate the tremendous value of newspapers. Many years ago and before I worked at Facebook, I was a freelance writer who contributed op-eds, essays and book reviews to *The Globe and Mail* and the *Ottawa Citizen*. I have many happy memories of doing that.

Facebook works directly with Canadian news publishers, large and small, to help them maximize the value that free Facebook tools provide for their businesses. This includes free distribution of the news links they share on Facebook, which sends people

negotient des ententes de rémunération, et elles ont obtempéré. Ces dispositions sont liées au nombre de journalistes à temps plein employés par l'organisation.

Si elle est adoptée au Canada, notre recommandation contribuera à inverser la tendance au déclin des emplois en journalisme et à garantir la mise en ligne des nouvelles. Les membres de Médias d'info Canada sont prêts à s'engager à ce que toute rémunération versée par les plateformes serve uniquement au financement des salles de presse.

Une dernière remarque. J'aimerais souligner que les nouveaux médias ne prospèrent pas, eux non plus, dans cet écosystème. Récemment, *HuffPost Canada* a cessé ses activités. Les nouvelles entreprises de médias comme Vox Media et BuzzFeed sont toutes en difficulté dans le contexte actuel. Nous sommes convaincus qu'il y a beaucoup à faire pour réglementer les plateformes, mais il faut commencer par l'accès aux marchés de la publicité numérique et par un accès équitable au marché. C'est là que se trouve, à notre avis, le problème de fond.

Merci beaucoup du temps que vous nous accordez ce soir.

Le président : Merci, monsieur Irving.

Pour terminer, la parole est à monsieur Chan.

Kevin Chan, directeur des politiques, Canada, Facebook : Merci, monsieur le président et honorables sénateurs, de m'avoir invité à votre réunion. Je suis désolé de ne pas avoir pu comparaître la semaine dernière, mais nous nous étions engagés depuis longtemps à accueillir certains de nos partenaires de News Innovation Test au gala de la Fondation pour le journalisme canadien, la FJC, et à fêter Indiegraf, qui a remporté le Journalism Project Digital News Innovation Award de la FJC et Facebook.

[Français]

Il est important de préciser que Facebook reconnaît que ces temps difficiles ont un impact très négatif sur l'industrie médiatique canadienne. Les deux dernières décennies, au cours desquelles les consommateurs ont changé de comportement, passant de l'imprimé à l'Internet, ont été très dures pour les médias.

[Traduction]

Personnellement, je suis attaché à l'extraordinaire valeur des journaux. Il y a de nombreuses années, avant de travailler pour Facebook, j'étais pigiste et j'ai rédigé des éditoriaux, des essais et des critiques de livres pour le *Globe and Mail* et pour l'*Ottawa Citizen*. J'en garde beaucoup de bons souvenirs.

Facebook travaille directement avec les éditeurs canadiens de nouvelles, grands et petits, pour les aider à maximiser la valeur des outils gratuits que Facebook leur offre. Cela comprend la distribution gratuite des liens qu'ils partagent sur Facebook, qui

directly to their websites, a value we estimate to be in the hundreds of millions of dollars per year for the Canadian news industry alone. Jeff Elgie, the CEO of Village Media based in Sault Ste. Marie and a member of News Media Canada, estimates that in the month of January 2021 alone, Facebook and Google generated 24 million page views for Village Media for free, which he calculates is worth about \$480,000 to his news business.

We have gone further by directly investing \$18 million over seven years in partnerships and programs to support the development of sustainable business models for Canadian news organizations. I would like to take you through three examples of our investments.

First, one of our signature investments is the Facebook-Canadian Press News Fellowship, which began in 2020 as a \$1-million program to create eight new local journalism positions across Canada. CP publishes their stories to its wire service, making the fellows' work available for distribution to more than 1,000 Canadian news outlets in the CP network and in both official languages. We announced back in March a three-year renewal of this program. Just yesterday, during National Indigenous History Month, we were delighted to introduce two new Indigenous news fellows at CP, who will bring new diversity to the newsroom and bring the total number of news fellows to 10.

Second is Facebook's local grants to publishers. For COVID, we announced in April 2020 a total of \$1 million in grants to support Canadian and U.S. local news organizations covering the coronavirus. Eighty-one Canadian publishers each received a \$5,000 grant to cover unexpected costs associated with reporting on the crisis in their communities, including *The Coast, Halifax's Weekly*; Temiskaming Printing from New Liskeard Ontario; *La Gazette de la Mauricie* from Trois-Rivières; *Autour de l'île* from St-Pierre Ile d'Orléans; *Clark's Crossing Gazette* in Warman, Saskatchewan; *Le Franco* from Edmonton, and the *Medicine Hat News*.

Third and final is the Facebook Accelerator Program, which helps news publishers navigate the digital transition to build sustainable businesses. Since May 2019, 18 Canadian publishers have participated in the Facebook Accelerator Program, including Postmedia Network Inc., The Globe and Mail Inc., La Presse, Northern News Services Ltd., and Brunswick News Publishing Co.

We announced earlier this month paid commercial deals with 14 news publishers for our Facebook News Innovation Test, a new initiative over and above the \$18 million in news

permet de les envoyer directement aux gens sur leur site Web et qui représente une valeur de l'ordre de millions de dollars par an pour le seul secteur canadien de l'information. Jeff Elgie, président et directeur général de Village Media à Sault Ste. Marie et membre de Médias d'info Canada, estime qu'au cours du seul mois de janvier 2021, Facebook et Google ont été à l'origine de 24 millions de vues de pages pour Village Media, et ce à titre gratuit, ce qui, selon lui, représente environ 480 000 \$ pour son entreprise.

Nous sommes allés plus loin en investissant directement 18 millions de dollars sur sept ans dans des partenariats et des programmes visant à appuyer l'élaboration de modèles d'affaires durables pour les médias canadiens. J'aimerais vous en donner trois exemples.

Tout d'abord, l'un de nos investissements importants est la Bourse en journalisme de Facebook-Presse canadienne, créée en 2020 dans le cadre d'un programme de 1 million de dollars visant à ouvrir huit nouveaux postes de journalistes locaux au Canada. La PC publie ses articles sur son service de télédistribution, ce qui permet aux articles des boursiers d'être distribués à plus de 1 000 médias d'information canadiens de son réseau, dans les deux langues officielles. En mars dernier, nous avons annoncé le renouvellement de ce programme pour une période de trois ans. Pas plus tard qu'hier, dans le cadre du Mois national de l'histoire autochtone, nous avons eu le plaisir de présenter deux nouveaux stagiaires autochtones à la PC, qui apporteront une nouvelle diversité à la salle des nouvelles et feront passer à 10 le nombre total de stagiaires dans ce domaine.

Deuxièmement, il y a les subventions locales de Facebook aux éditeurs. Pour la COVID, nous avons annoncé en avril 2020 des subventions s'élevant à 1 million de dollars pour aider les organisations de nouvelles locales canadiennes et américaines qui couvrent le coronavirus. Quatre-vingt-un éditeurs canadiens ont reçu chacun une subvention de 5 000 \$ pour couvrir les coûts imprévus associés à la production d'articles sur la crise dans leurs collectivités, dont *The Coast, Halifax Weekly*; Temiskaming Printing de New Liskeard, en Ontario; *La Gazette de la Mauricie* de Trois-Rivières; *Autour de l'île* de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans; *Clark's Crossing Gazette* de Warman, en Saskatchewan; *Le Franco* d'Edmonton et le *Medicine Hat News*.

Le troisième et dernier investissement est le Programme Accélérateur de Facebook, qui aide les éditeurs de médias d'information à faire la transition vers le numérique et à bâtir ainsi des entreprises durables. Depuis mai 2019, 18 éditeurs canadiens ont participé au Programme Accélérateur de Facebook, dont Postmedia Network Inc., The Globe and Mail Inc., La Presse, Northern News Services Ltd. et Brunswick News Publishing Co.

Au début du mois, nous avons annoncé des arrangements commerciaux accompagnés de rémunération avec 14 éditeurs de nouvelles pour notre News Innovation Test, une nouvelle

investments I referred to earlier. The participating publishers represent a broad cross-section of Canadian media, spanning all regions of the country, including digital-first and traditional newspapers in both official languages. They include *Le Devoir*, the publisher of the *Winnipeg Free Press* and the former chair of News Media Canada, La Coopérative nationale de l'information indépendante, the publisher of *Le Soleil* and *Le Droit*, and *Canada's National Observer*.

As part of this test, we will pay participating publishers for the ability to link to additional news stories that are not already posted on Facebook, helping us experiment with ways to enhance the experience for publishers and Canadians on the platform. This could mean adding new news links to places on Facebook like the Coronavirus (COVID-19) Information Center or the Climate Science Information Center or for an entirely new surface or use case, over time.

It is important for me to be clear what these types of paid partnerships are not. Currently, when Canadians on Facebook see news content in their feeds, they typically see a short preview text generated by the publishers themselves and then a link to take the user from Facebook to the publisher's own website. We do not pay publishers for sharing this kind of content on Facebook, and this does not change under the News Innovation Test. They choose to do so because it drives value to them.

As noted earlier, Village Media assesses the value of this kind of free traffic to be close to half a million dollars in one month alone. Another example is *The Globe and Mail*, which achieved record digital subscription growth in 2020, in part, by combining its AI platform and publishing strategies with Facebook's tools.

Senators, I would be pleased to share with you a case study that we have publicly published with *The Globe and Mail*, if you would like to see it afterwards.

With respect to Bill S-225, I believe that some senators and earlier witnesses have already been quite thorough in pointing out and assessing its weaknesses. I would simply add that Facebook takes intellectual property rights very seriously. Copyright-infringing articles are violations of our community standards, and we remove them from our platform when we are in receipt of a valid report from a rights holder.

[Translation]

In conclusion, finding a sustainable and equitable way to foster a robust media ecosystem in Canada requires goodwill and co-operation from publishers of all sizes, digital platforms, government, and people who value news and are willing to pay for it. Facebook can play a role in this, but it cannot do it alone.

initiative qui s'ajoute aux 18 millions de dollars d'investissements dont j'ai parlé tout à l'heure. Les éditeurs participants représentent un large éventail de médias canadiens, de toutes les régions du pays, et notamment des journaux à publication d'abord numérique et des journaux traditionnels dans les deux langues officielles. Ce sont le journal *Le Devoir*, l'éditeur de *Winnipeg Free Press* et ancien président de Médias d'info Canada, la Coopérative nationale de l'information indépendante, l'éditeur des journaux *Le Soleil* et *Le Droit* et du *Canada's National Observer*.

Dans le cadre de ce programme, nous paierons les éditeurs participants pour leur permettre de créer des liens vers d'autres articles qui ne sont pas déjà affichés sur Facebook, et cela nous aidera à tester des façons d'améliorer l'expérience des éditeurs et des Canadiens sur la plateforme. Il se pourrait qu'on ajoute d'autres liens vers des sites de Facebook comme le Centre d'information sur la COVID-19 ou le Centre d'information sur les sciences du climat et, au fil du temps, d'autres nouvelles surfaces ou nouveaux scénarios d'utilisation.

Je tiens à préciser ce que ces types de partenariats rémunérés ne sont pas. À l'heure actuelle, quand les Canadiens voient des nouvelles sur Facebook dans leurs flux, ils voient généralement un court aperçu publié par les éditeurs eux-mêmes, puis un lien les dirigeant vers le site Web de l'éditeur. Nous ne payons pas les éditeurs pour partager ce genre de contenu sur Facebook, et cela ne change pas dans le cadre du programme News Innovation Test. Ils décident de le faire parce que c'est inducteur de valeur.

Comme on l'a vu, Village Media évalue ce type de circulation gratuite à près d'un demi-million de dollars en un seul mois. Il y a aussi le *Globe and Mail*, qui a enregistré une croissance record des abonnements numériques en 2020, en partie en combinant sa plateforme d'intelligence artificielle et ses stratégies de publication avec les outils de Facebook.

Honorables sénateurs, je me ferai un plaisir de vous faire parvenir une étude de cas que nous avons publiée dans le *Globe and Mail*, si vous souhaitez en prendre connaissance par la suite.

Concernant le projet de loi S-225, je crois que des sénateurs et des témoins antérieurs ont déjà fait preuve d'une grande rigueur en signalant et en évaluant ses faiblesses. J'ajouterais simplement que Facebook prend très au sérieux les droits de propriété intellectuelle. Les articles portant atteinte au droit d'auteur sont des violations de nos normes, et nous les retirons de notre plateforme dès réception d'un rapport valide d'un titulaire de droits.

[Français]

En conclusion, trouver un moyen durable et équitable de favoriser un écosystème médiatique solide au Canada exige de la bonne volonté et de la coopération entre les éditeurs de toutes tailles, les plateformes numériques, le gouvernement et les personnes qui valorisent les nouvelles et sont prêtes à payer pour

It's time to come together to ensure that we can set journalism on a long-term sustainable path.

[English]

With that, Mr. Chair, I am happy to answer any questions from the committee.

The Chair: Thank you, Mr. Chan. We will now proceed to questions.

Senator Dawson: Since we don't have time, I will shorten my history.

Mr. Irving, I remember when Irving was the target of being too big when it came before parliamentary committees 30 years ago, so times have changed.

That being said, can you provide the committee with background on why some publishers have signed agreements with Facebook for content compensation? And to your knowledge, have any other Canadian publishers signed compensation agreements with Google or other organizations and have not made them public?

Mr. Irving: I can't speak for some of the other members on why they signed those deals. I wouldn't want to speculate as to what their motives are. In terms of total number of journalists, they represent a very small number of our actual membership. There are some bigger titles. They were also approached by Google, I think, to sign deals, and I'm not aware that anyone signed a deal with Google.

A year ago, we were told that Facebook wouldn't entertain any sort of deals of this nature. This was a new program that was revised, since information about the Australian settlement started to come forward. It's our understanding that after legislation, the settlements in Australia were substantially larger than the ones being offered in Canada. That's why most of the publishers feel strongly that we would be in a much better position to negotiate something collectively with legislation from the Government of Canada than doing individual deals on our own. We're big proponents of the Australian model, if you will.

Senator Dawson: Thank you.

Senator Carignan: I listened to you and you explained what you wanted. You explained that you need to have a collective agreement with Facebook like they have in Australia, and that's exactly my intention with this bill. That's exactly what the bill is doing, actually, forcing a negotiation for a collective agreement, and if we don't come to an agreement, we get a mediator or an arbitrator. In this case, it's the Commission on Intellectual Property Rights that would impose a tariff.

les obtenir. Facebook peut jouer un rôle dans ce domaine, mais ne peut pas le faire seul. Il est temps de se rassembler pour faire en sorte que le journalisme soit placé sur une voie durable à long terme.

[Traduction]

Sur ce, monsieur le président, je serai heureux de répondre aux questions du comité.

Le président : Merci, monsieur Chan. Nous allons maintenant passer aux questions.

Le sénateur Dawson : Comme nous n'avons pas le temps, je vais abréger mon histoire.

Monsieur Irving, je me souviens de l'époque où l'empire Irving était jugé trop gros quand il a comparu devant les comités parlementaires, il y a 30 ans. Les temps ont donc changé.

Cela dit, pouvez-vous expliquer au comité pourquoi certains éditeurs ont signé des ententes avec Facebook pour la rémunération du contenu? À votre connaissance, d'autres éditeurs canadiens ont-ils signé de telles ententes avec Google ou d'autres organisations sans les rendre publiques?

M. Irving : Je ne peux pas parler au nom d'autres membres pour expliquer pourquoi ils ont signé ces ententes. Je ne veux pas spéculer sur leurs motifs. Pour ce qui est du nombre total de journalistes, ils ne représentent qu'une très petite proportion de nos membres. Il y a des titres plus importants. Google les a également contactés, je crois, pour conclure des ententes, et je ne sais pas si quelqu'un a signé avec Google.

Il y a un an, on nous a dit que Facebook n'accepterait aucune transaction de cette nature. Il s'agit d'un nouveau programme qui a été révisé depuis que l'information sur l'installation en Australie a commencé à circuler. Nous croyons savoir qu'après l'adoption de la loi, les règlements conclus en Australie étaient beaucoup plus généreux que ceux proposés au Canada. C'est pourquoi la plupart des éditeurs croient fermement que nous serions beaucoup mieux placés pour négocier un accord collectif sous l'égide d'une loi fédérale que de conclure des ententes individuelles de notre propre chef. Autrement dit, nous sommes d'ardents défenseurs du modèle australien.

Le sénateur Dawson : Merci.

Le sénateur Carignan : Je vous ai écouté nous expliquer ce que vous souhaitez. Vous avez dit souhaiter un accord collectif avec Facebook, comme ce fut le cas en Australie, et c'est exactement l'intention que je vise avec ce projet de loi. C'est exactement ce que fait le projet de loi, en fait, en forçant la négociation d'un accord collectif, et si nous ne parvenons pas à une telle entente, nous aurons un médiateur ou un arbitre. Dans ce cas-ci, c'est la Commission des droits de propriété intellectuelle qui imposerait un tarif.

That's exactly the same goal you want to achieve. I need to understand why you think this bill is not enough for your intentions because I think we are very close.

Mr. Irving: Thank you for the question. I started lobbying for some kind of change five or six years ago, and I thought that the copyright way was the way to go. I think there are a number of issues with the way the platforms are organized, not being taxed properly. They are not accountable for the content they publish, so they get the benefits of being a publisher, but they don't have the burdens of being a publisher so they're not accountable. They're not liable for anything they publish, the same as a publisher would be. That's why we hire journalists and editors, because of potential lawsuits.

There are a number of problems, and I think that copyright ranks up in one of those areas as well. It's my understanding that the French government took the approach of trying to put some legislation or regulations in place through the copyright channel. I would actually agree with Professor Geist in that trying to reform copyright law is extremely cumbersome, time-consuming and very complicated.

When the Australians looked at this, they have a different competition bureau than we do in Canada, but I do think there is some merit in reforming copyright laws. Those laws, as I understand them in Canada, predate the modern internet, so I think they should absolutely be updated to accommodate the technological changes that have taken place. With the technology they describe, they say it's a lot like World War I, where we're using 19th-century rules of engagement with 20th-century weapons. This wasn't disruptive technology; it's destructive technology.

I'm just not sure that copyright is the easiest or most efficient way to achieve the goals of reform, and right now time is of the essence. What we really need is speed and clarity.

If you look at the approach that has been taken with the Australians, it has been incredibly efficient and very effective, and it's providing material settlements that are far greater than the French achieved with their copyright approach, probably about five times greater than going the copyright route in France.

To me, you're on the right track. I would just use a different department, the department of ISED rather than, say, heritage.

Senator Cormier: Excuse me, I need to interrupt. Can you confirm to me that the witnesses have access to interpretation?

C'est exactement le même objectif que vous voulez atteindre. J'ai besoin de comprendre pourquoi vous pensez que ce projet de loi n'est pas suffisant pour vos intentions, parce que je pense que nous nous en approchons.

M. Irving : Je vous remercie de la question. J'ai commencé à faire du lobbying pour obtenir un quelconque changement il y a cinq ou six ans, et je pensais que la voie du droit d'auteur était la voie à suivre. Je pense que la manière dont les plateformes sont organisées soulève un certain nombre de problèmes parce qu'elles ne sont pas imposées correctement. Comme elles ne sont pas responsables des contenus publiés, elles ont l'avantage d'être des éditeurs sans avoir à en supporter le fardeau. Elles ne sont donc pas responsables. Elles ne sont pas responsables de quoi que ce soit qu'elles publient, contrairement à un éditeur. Si nous embauchons des journalistes et des rédacteurs en chef, c'est en raison des poursuites possibles.

Nous faisons face à un certain nombre de problèmes dont le droit d'auteur est parmi les principaux. J'ai cru comprendre que le gouvernement français a essayé de mettre en place des lois ou des règlements en invoquant la protection du droit d'auteur. Je suis d'accord avec M. Geist pour dire que la réforme de la Loi sur le droit d'auteur est extrêmement lourde, chronophage et très compliquée.

Les Australiens se sont penchés sur la question par le truchement d'un bureau de la concurrence différent du nôtre au Canada, mais je pense qu'il y a un certain mérite à réformer les lois sur le droit d'auteur. Si j'ai bien compris, au Canada, ces lois sont antérieures à l'Internet moderne, et je pense donc qu'elles devraient absolument être mises à jour pour tenir compte des changements technologiques qui ont eu lieu. Les technologies mentionnées dans ces lois rappellent les stratégies de la Grande Guerre, quand les règles d'engagement étaient celles du XIX^e siècle, mais avec les armes du XX^e siècle. Ce n'était pas une technologie perturbatrice, mais une technologie destructrice.

Je ne suis pas certain que le droit d'auteur soit le moyen le plus facile ou le plus efficace d'atteindre les objectifs de la réforme, et le temps presse. Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est de rapidité et de clarté.

Voyez l'approche adoptée par les Australiens : elle a été incroyablement efficiente et efficace, et elle a produit des règlements substantiels beaucoup plus valables que ceux obtenus par les Français avec leur approche par le biais du droit d'auteur. Je dirais probablement cinq fois meilleurs que ce qu'a donné la voie du droit d'auteur en France.

À mon avis, vous êtes sur la bonne voie. J'utiliserais simplement un autre ministère, soit ISDE plutôt que, disons, celui Patrimoine canadien.

Le sénateur Cormier : Excusez-moi, je dois vous interrompre. Pouvez-vous me confirmer que les témoins ont accès à l'interprétation?

Mr. Irving: I apologize. There seems to be an issue with interpretation for me.

Ericka Dupont, Clerk of the Committee: Mr. Chair, if our witness is not getting interpretation, I would recommend that we confirm and address it.

The Chair: Certainly. Senators, we will attempt to resolve the interpretation issue.

We are now prepared to continue. Senator Simons, please go ahead with your question.

Senator Simons: Thank you for being here, witnesses.

I spent 23 years working for Postmedia, Mr. Irving, so I'm intimately familiar with the plight of the newspaper industry. But it seems to me that, as you outlined, the newspaper industry has lost billions and billions of dollars in advertising. What Mr. Chan is talking about is giving back some millions of dollars. It doesn't seem to me that you could hope to receive back from Google, Facebook, Workopolis, Kijiji and all the others that have taken the advertising, anything like the amount of money that would be required to restore newspapers to the condition they were in, in the past.

When you talk about the Australian model, which very much privileged Rupert Murdoch's media organizations, how do you imagine that you would have a collective agreement that would in any way restore the kinds of revenues that newspapers always relied upon, especially newspapers like yours, which had geographic monopolies in the places where they operated?

Then I would like to ask Dr. Geist the following: What are the consequences to the evolution of new media forms if we prop up old models?

Mr. Irving: The economics of the business have changed a lot. The billions of dollars that we used to generate from advertising went toward subsidizing printing and distribution costs. It takes a huge amount of fixed costs to run a newspaper.

In the digital world, we don't need nearly the same revenue that we once required, but there are really only two ways in that digital world to generate revenue to support journalists. All you need to do is pay for your IT costs and your journalists, so it's a much different structure to operate under. As an industry, we have spent the last 10 years taking out fixed costs, outsourcing distribution, rationalizing our printing operations and investing heavily in digital transformation.

The kind of settlement we're talking about in Australia is generating, from my understanding, close to 30% of the newsroom costs. Most of them are signing between three- and five-year deals. Those are material revenue streams that are actually having a huge impact on journalism and bringing

M. Irving : Excusez-moi, mais il semble y avoir un problème du côté de l'interprétation.

Ericka Dupont, greffière du comité : Monsieur le président, si notre témoin n'entend pas l'interprétation, je recommande que nous confirmions que tel est le cas et nous réglions le problème.

Le président : Certainement. Honorables sénateurs, nous allons tenter de régler la question de l'interprétation.

Nous sommes maintenant prêts à continuer. Sénatrice Simons, veuillez poser votre question.

La sénatrice Simons : Je remercie les témoins de leur présence.

J'ai travaillé pendant 23 ans pour Postmedia, monsieur Irving, et je connais donc très bien les difficultés de l'industrie de la presse écrite. Mais il me semble, comme vous l'avez dit, que le secteur des journaux a perdu des milliards et des milliards de dollars en publicité. M. Chan parle de lui redonner quelques millions de dollars. Je n'ai pas l'impression qu'on puisse espérer recevoir de Google, Facebook, Workopolis, Kijiji et tous les autres qui se sont emparés de la publicité, les sommes qui seraient nécessaires pour ramener les journaux à leur état antérieur.

S'agissant du modèle australien, qui a beaucoup privilégié les médias de Rupert Murdoch, comment pouvez-vous imaginer parvenir à un accord collectif qui rétablirait de quelque façon que ce soit le genre de revenus sur lesquels les journaux comptent toujours, surtout des journaux comme le vôtre, qui avaient des monopoles géographiques?

Je vais donc demander à M. Geist quelles seraient les répercussions du maintien des vieux modèles sur l'évolution des nouveaux médias?

M. Irving : L'économie de l'entreprise a beaucoup changé. Les milliards de dollars que nous tirions de la publicité servaient à subventionner les coûts d'impression et de distribution, car les frais fixes associés au fonctionnement d'un journal sont énormes.

Dans l'univers du numérique, nous n'avons plus besoin des mêmes revenus qu'avant, mais il n'y a vraiment que deux façons de générer des revenus pour soutenir les journalistes. Tout ce que vous avez à faire, c'est de payer les coûts que représentent les TI et les journalistes. C'est donc une structure très différente. Notre industrie a passé les 10 dernières années à réduire les coûts fixes, à confier la distribution à contrat, à rationaliser nos opérations d'impression et à investir massivement dans la transformation numérique.

D'après ce que je comprends, le genre de règlement dont nous parlons en Australie permet de couvrir près de 30 % des coûts des salles de nouvelles. La plupart d'entre elles signent des ententes de trois à cinq ans. Ce sont des sources de revenus qui ont une incidence énorme sur le journalisme et qui permettent

journalists back to life. This is based on the head count of journalists.

In our view, there are only two companies here that are taking the advertising dollars: Google and Facebook. They're not hiring any journalists. With all due respect to Mr. Chan, 10 reporters in CP does not cut it in terms of Canadian journalism. There are programs they have put out to use tools better — and those are great; we appreciate those — but we're talking about a lack of access to the digital advertising market because of two companies. This is really a monopoly situation.

We've seen a lot of small community publishers out west, not even bother to transition from print to digital because they couldn't see a path to a future; they couldn't see any access to the digital advertising market to make a go of it. So they've been slow.

That's the reality of it.

There are no new journalists coming onside, except for the 14 organizations that signed up with the Facebook deal, but that would be a fraction of the 3,100 members. I would bet you it'd be fewer than 100 journalists, and currently, there are about 3,100 journalists in the news media environment.

One final point is that News Corp. did do well by that deal. They made a separate deal that was on a global basis for their U.S. and U.K. properties, as well as their Australian properties. However, it's our understanding that, right now, there are 150 small- and medium-sized publishers in Australia, of all shapes and sizes, that are collectively negotiating an equivalent deal with Google. I'm not sure where that stands. I think they have been talking to Facebook as well.

I would encourage the committee to talk to some of the Australians, if you get a chance, as well as some of the Americans on this. There's a fantastic guy by the name of Robert Whitehead who has been advising us on their progress in Australia. The results they are having and how they're dealing with this are quite telling.

The market access problem is the number one problem. Two weeks ago, Google was levied a fine of C\$330 million in France for antitrust violations. The U.S. government is actively pursuing legislation in terms of antitrust. Amy Klobuchar and Maria Cantwell are both pushing hard on antitrust legislation in the U.S. Senate.

I think you have to identify what the problem is with clarity and focus, and then figure out what the meaningful remedy is for that, which can be implemented in an efficient time frame. I hope that answers your question.

aux journalistes de reprendre leur vie en main. C'est basé sur le nombre de journalistes.

À notre avis, deux entreprises seulement font main basse sur l'argent de la publicité : Google et Facebook. Elles n'engagent pas de journalistes. Avec tout le respect que je dois à M. Chan, je rappelle que les 10 journalistes de la Presse canadienne ne sont pas Canadiens. Des programmes ont été mis sur pied pour tirer le meilleur des outils en place — que nous apprécions et qui sont très bien —, mais nous parlons d'un manque d'accès au marché de la publicité numérique à cause de deux entreprises. C'est vraiment une situation de monopole.

Nous avons vu beaucoup de petits éditeurs locaux dans l'Ouest qui ne se sont même pas donné la peine de passer de l'imprimé au numérique parce qu'ils n'ont pas entrevu la voie de l'avenir. Ils n'ont pas pensé pouvoir accéder au marché de la publicité numérique pour s'en sortir. Ils ont donc été lents.

C'est la réalité.

Il n'y a pas de nouveaux journalistes qui se rallient à nous, sauf dans le cas des 14 organisations qui ont signé un accord avec Facebook, mais cela représente une fraction des 3 100 membres de la profession. Je parierais qu'on parle de moins de 100 journalistes et, à l'heure actuelle, le milieu des médias d'information en emploie environ 3 100.

Je dirais enfin que News Corp. a bien fait avec cet accord. Le groupe a conclu une entente distincte à l'échelle mondiale pour ses agences aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Australie. Toutefois, nous croyons savoir qu'à l'heure actuelle, il y a 150 petits et moyens éditeurs en Australie, de toutes les formes et de toutes les tailles, qui négocient collectivement un accord équivalent avec Google. Je ne sais pas où en sont les choses. Je pense qu'ils discutent aussi avec Facebook.

J'encouragerais le comité à parler à des éditeurs australiens, si vous en avez l'occasion, ainsi qu'à des Américains à ce sujet. Robert Whitehead, un homme fantastique, nous conseille sur les progrès réalisés en Australie. Les résultats qu'ils obtiennent et la façon dont ils gèrent la situation sont très révélateurs.

Le problème de l'accès aux marchés est le principal problème. Il y a deux semaines, Google s'est vu imposer une amende de 330 millions de dollars canadiens en France pour des infractions antitrust. Le gouvernement américain cherche activement à faire adopter des lois antitrust. Au Sénat, Amy Klobuchar et Maria Cantwell insistent pour que la chambre haute adopte une loi antitrust.

Je pense qu'il faut être clair et précis dans la définition du problème, et trouver une solution valable pouvant être mise en œuvre dans un délai raisonnable. J'espère que cela répond à votre question.

Dr. Geist: Thanks for that, Senator Simons. It's easy to beat up on Google and Facebook. The fundamental issue with those companies — and this responds to Senator Carignan as well — is that there isn't a compensable use here. The reason copyright doesn't work is because they're not using this in the way that copyright would typically recognize. But I think Mr. Irving's response does really highlight the risk of going down the path he is suggesting. He told us that we're cutting to the bone and we're down to just IT and journalists.

You could bring in all sorts of independent media companies right now who are digital-only who would tell you the exact same thing. *The Logic*, Village Media, *The Tyee*, Narcity, *The Athletic* and CARD — they are doing the same thing. I would suggest to you that it is entirely possible that they do it better. They are finding ways to compete based largely on IT and hiring journalists. They're finding ways to provide value to subscribers so that people are willing to pay. There's been a problem with many of the legacy businesses as they wait for the government to step in. We heard that they don't want to strike deals. They think they'll get a better deal if government intervenes. Their subscribers are leaving based on stuff that just isn't worth paying for in many instances, and independent media is finding a way to make a go of it.

If we intervene and step in, what we are doing is not solving the fundamental problem, we are solving the problem that some legacy companies face, and in doing so risk dramatically harming those who are actually trying to find ways to innovate in this space.

Senator Simons: Thank you very much.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Having been a journalist for some 30 years, I believe this is a very difficult debate and there's no easy fix. Mr. Chan, I've followed everything you've been doing in the Canadian market, and it's been quite focused and very specific.

Some might accuse you of acting to divide and conquer, in that your latest deal was with about 18 media outlets and it's totally confidential. We don't know what you negotiated. If you can tell us, that's great. Why choose those 18 outlets and not others? *Le Devoir* said it was very pleased to have been considered, but is completely in the dark on that.

M. Geist : Merci, sénatrice Simons. C'est facile de tomber à bras raccourcis sur Google et Facebook. Le problème fondamental avec ces entreprises — et cela répond aussi à la question du sénateur Carignan —, c'est qu'aucune utilisation n'ouvre droit à compensation. Le droit d'auteur ne fonctionne pas parce que ces entreprises ne l'utilisent pas de la façon dont le droit d'auteur fonctionne habituellement. Mais je pense que la réponse de M. Irving fait justement ressortir le risque d'emprunter la voie qu'il propose. Il suggère des coupes sombres dans tout ce qui n'est pas services TI et journalistes.

Vous pourriez vous adresser à toutes sortes d'entreprises médiatiques indépendantes qui ne font que du numérique et qui vous diraient exactement la même chose. *The Logic*, Village Media, *The Tyee*, Narcity, *The Athletic* et CARD... toutes font la même chose. Je vous dirais qu'il est toujours possible de faire mieux. Elles trouvent des moyens de soutenir la concurrence en s'appuyant en grande partie sur les TI et en embauchant des journalistes. Elles trouvent des façons d'offrir une valeur à leurs abonnés pour que ceux-ci soient prêts à payer. Il y a eu un problème avec bon nombre d'entreprises traditionnelles qui attendent que le gouvernement intervienne. Nous avons entendu dire qu'elles ne veulent pas conclure d'ententes. Elles pensent pouvoir décrocher un meilleur accord si le gouvernement intervient. Leurs abonnés les quittent à cause de choses pour lesquelles il ne vaut tout simplement pas la peine de payer dans bien des cas, et les médias indépendants trouvent un moyen de s'en sortir.

Si nous intervenons, ce que nous faisons d'ailleurs, ce n'est pas pour résoudre le problème fondamental, c'est pour résoudre le problème auquel sont confrontées certaines entreprises traditionnelles. Ce faisant, nous risquons cependant de causer un tort considérable à ceux qui essaient de trouver des façons d'innover dans ce domaine.

La sénatrice Simons : Merci beaucoup.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Ayant été journaliste pendant une trentaine d'années, je pense que ce débat est très difficile et qu'il n'existe pas de solution simple. Monsieur Chan, effectivement j'ai suivi toutes vos interventions dans le marché canadien qui ont la caractéristique d'être très ciblées et très pointues.

Certains pourraient vous accuser de diviser pour régner, dans la mesure où votre dernière entente est intervenue avec environ 18 médias et elle est totalement secrète. On ne sait pas ce que vous avez négocié. Si vous pouvez nous le dire, c'est très bien. Pourquoi choisir ces 18 médias et pas d'autres? *Le Devoir* s'est dit très satisfait d'avoir été considéré, mais se trouve complètement dans le flou sur la question.

Will people be forced to negotiate individually with you in the future? Obviously, you're a little stronger than the media you are negotiating with. Otherwise, do you accept the fact that legislation will eventually be passed, but that the various things you've done are slowing down the development of a bill? That's a lot of questions at once, but it's a fascinating topic.

Mr. Chan, you may respond in the language of your choice. Since you seem to be fluent in French, I took the liberty of asking you my questions in French.

Mr. Chan: Thank you very much, senator. My in-laws are from Quebec City, so I often have the opportunity to practise my French. I will try to answer in French, but if that doesn't work, I will answer in English.

We have agreements with 14 publications and the agreements are commercial in nature. That means that, like any agreement with any business, they will be confidential. I don't think that's a bad thing. You will forgive me, but that's the way the market and the private sector work.

To answer another question you did not fully ask, we didn't pick any specific publications to hold discussions or negotiate with. We said several times over that we were willing to talk with any publication that wanted to explore how a partnership with us would work.

I can also tell you, senator, that we are still in discussions with several publications. So I'm keeping my fingers crossed. In early June, we made an announcement to 14 publications and we hope that this is not the end of the journey with them. We hope to have more good news to share in the weeks and months ahead.

Senator Miville-Dechêne: So if a future Canadian government comes up with legislation, are you going to happily comply or are you going to challenge it like you did in Australia?

Mr. Chan: Once again, obviously we will abide by the law. A sovereign government decides, but let's be clear.

[English]

In Australia, it's not so much a question of whether or not we were going to submit to a framework. In fact, the very framework in Australia allows for the exiting of the market. I want to be clear, despite how it's been portrayed publicly, that the reality is — and the new amended version of the Australian framework further clarifies — that should there be a situation

Est-ce que l'avenir nous contraint à négocier individuellement avec vous? Évidemment, vous êtes légèrement plus fort que les médias avec lesquels vous négociez. Autrement, est-ce que vous acceptez le fait qu'il y aura éventuellement une loi, mais que vos différentes interventions servent à ralentir l'arrivée d'un projet de loi? C'est beaucoup de questions à la fois, mais c'est un sujet passionnant.

Monsieur Chan, vous pouvez répondre dans la langue de votre choix. Comme vous semblez maîtriser le français, je me suis permis de vous poser mes questions en français.

M. Chan : Merci beaucoup, madame la sénatrice. Mes beaux-parents sont originaires de la ville de Québec, ce qui fait que j'ai souvent l'occasion de pratiquer mon français. Je vais essayer de répondre en français, mais si ça ne fonctionne pas, je répondrai en anglais.

Nous avons conclu des ententes avec 14 publications et ces ententes sont de nature commerciale. Cela signifie que, comme toute entente conclue avec n'importe quelle entreprise, elle sera confidentielle. Je ne pense pas que ce soit quelque chose de néfaste. Vous me pardonneriez, mais c'est de cette façon que fonctionnent le marché et le secteur privé.

Pour répondre à une autre question que vous n'avez pas complètement posée, nous n'avons pas choisi de publications en particulier pour discuter ou pour négocier. À plusieurs reprises, nous avons dit que nous étions prêts à discuter avec n'importe quelle publication qui voulait explorer la façon dont fonctionnerait un partenariat avec nous.

Je peux aussi vous dire, madame la sénatrice, que nous sommes toujours en pourparlers avec plusieurs publications. Alors, je croise mes doigts. Au début de juin, nous avons fait une annonce à 14 publications et nous souhaitons que ce ne soit pas la fin du voyage avec elles. Nous espérons avoir davantage de bonnes nouvelles à partager dans les semaines et les mois à venir.

La sénatrice Miville-Dechêne : Donc, si un éventuel gouvernement canadien propose une loi, allez-vous vous y soumettre avec bonheur ou allez-vous la contester comme vous l'avez fait en Australie?

M. Chan : Encore une fois, il est évident que nous respecterons les lois. C'est un gouvernement souverain qui décide, mais soyons clairs.

[Traduction]

En Australie, la question n'était pas tant de savoir s'il fallait ou non se soumettre à un cadre. En fait, le cadre en place permet de sortir du marché. Je tiens à dire clairement, malgré la façon dont cela a été présenté publiquement — et la nouvelle version modifiée du cadre australien le précise davantage —, qu'en cas d'arbitrage exécutoire, l'entité ou la plateforme désignée par le

where there is a binding arbitration process under way, that, in fact, a designated entity or a platform that the government wishes to designate has two months to decide whether or not it wishes to be part of that market.

Again, I know that this is the chamber of sober second thought, and I want to be thoughtful about how I communicate this. I want to be clear that, in fact, the framework in Australia allows for the exiting of the market and further clarified it upon amendment.

[Translation]

Senator Miville-Dechêne: Thank you.

Senator Cormier: I had some questions for Mr. Irving, but he has already answered them.

[English]

Mr. Irving from New Brunswick, I just want to say hello to you. My question is for Mr. Geist.

[Translation]

I will ask my question in French. Towards the end of your speech, you spoke a lot about the need to not block innovation by young people. We know that businesses don't all start with the same conditions, depending on whether they operate in urban or rural environments. The capacity to innovate is human, it's everywhere, but not all businesses have the same amount of resources available to them.

My question to you is this: How can we best protect the identity and culture of journalism in Canada? My question may be too broad, but in the absence of regulation, how do we ensure that Canadian content and innovation are at the fore?

[English]

Dr. Geist: Thank you for that question, senator. I'll focus on the journalism side as opposed to the broader cultural questions that have been much discussed over the last number of weeks with another piece of legislation.

I think that the starting point is not to ask how we protect this but how we enable the flourishing of this.

This notion that we've got to either set up walls or batten down the hatches and find a way to safeguard all this I don't think is the way to do it. What we ought to be exploring and continuing to work toward is how to provide opportunities for these kinds of businesses to flourish from a journalism perspective.

gouvernement dispose de deux mois pour décider si elle veut ou non faire partie du marché.

Je sais que nous sommes la Chambre de second examen objectif, et je veux réfléchir à la façon dont je communique cela. Je tenais à dire que le cadre en vigueur en Australie permet aux acteurs de sortir du marché, ce qui a été précisé par voie d'amendements.

[Français]

La sénatrice Miville-Dechêne : Merci.

Le sénateur Cormier : J'avais des questions pour M. Irving, mais il y a déjà répondu.

[Traduction]

Monsieur Irving, du Nouveau-Brunswick, je vous salue au passage, mais ma question s'adresse à M. Geist.

[Français]

Je vais poser ma question en français. Dans vos dernières interventions, vous avez beaucoup parlé de la nécessité de ne pas bloquer l'innovation chez les jeunes. On sait que les entreprises ne partent pas toutes du même point, selon qu'elles opèrent en milieu urbain ou en milieu rural. La capacité innovatrice est humaine, elle est partout, mais les moyens mis à la disposition des entreprises ne sont pas les mêmes.

Ma question pour vous est celle-ci : comment pouvons-nous protéger le mieux possible l'identité et la culture journalistique au Canada? Ma question est peut-être trop large, mais en l'absence de réglementation, comment faire pour s'assurer que le contenu canadien et l'innovation sont mis de l'avant?

[Traduction]

M. Geist : Je vous remercie pour cette question, sénatrice. Je vais me concentrer sur le journalisme plutôt que sur les questions culturelles plus vastes dont on a beaucoup discuté au cours des dernières semaines dans le cadre d'un autre projet de loi.

La question n'est pas, en partant, de se demander comment protéger ces entreprises, mais de savoir comment leur permettre de s'épanouir.

Je ne pense pas que la solution soit d'ériger des cloisons ou de fermer les écoutilles et de trouver un moyen de protéger ces entreprises. Nous devrions chercher des façons d'offrir des possibilités à ce genre d'entreprises pour qu'elles prospèrent du point de vue du journalistique.

I find it unfortunate that the sector spent the better part of a couple of years lobbying very heavily for an assortment of government programs, which were fairly controversial at the time. They were successful in doing so with things like the Local Journalism Initiative, tax credits from the labour perspective and a digital subscription tax credit — all of the kinds of things that are precisely designed to allow for that flourishing, and then we turn around and say: Well, forget it. We're not asking for more money. We're now asking for money from this other pot that we think might be out there to allow us to get there.

First, I think we need to allow the kinds of programs that we've seen to be given a chance, because I do think that they are in the early days. I don't think they were all necessarily rolled out as effectively as they could have been, but there are real opportunities if our goal is how we ensure, especially at a local level, that journalists are employed while the LJI, the Local Journalism Initiative, ensures there are well over 100 journalists who are employed to do precisely that.

The other thing that we have to recognize is that there is a “do no harm” principle here. When I hear Facebook say, “Listen, the Australian rules said we can exit or anybody can exit if they see fit,” I don't think he's wrong. That's a reflection of where things are.

I do think that there are serious risks in following through with the kinds of demands that we've seen from some of the legacy publishers — as I talked about earlier; damaging their credibility and the self-censorship taking place — not just in terms of Facebook potentially exiting the market, but even beyond that. The fact is that many of these more emerging kinds of innovative companies don't see this in the way that Mr. Irving does. They actually see the benefits of these platforms. That's how they go from small to big.

We need to be cautious about grouping everybody together and saying what we really need is the government to step in to get us a better deal.

If you speak to many of the innovative, smaller players, they will tell you that's not what we need. We'd like government to get out of the way when it comes to some of those issues, but we are grateful for the support around the financial programs we've seen emerge over the last couple of years.

Senator Dasko: Most of my questions have been more or less answered. But I wanted to ask Professor Geist more directly.

Je trouve malheureux que le secteur ait passé la plus grande partie des deux ou trois dernières années à exercer de fortes pressions pour bénéficier de toute une gamme de programmes gouvernementaux, qui étaient plutôt controversés à l'époque. Ils ont réussi à le faire grâce à des initiatives comme l'Initiative de journalisme local, des crédits d'impôt pour de la main-d'œuvre et un crédit d'impôt pour abonnement numérique — toutes ces choses qui sont précisément conçues pour favoriser l'essor du secteur. Et voilà que nous nous retournons et disons « oubliez ça ». Nous ne demandons pas plus d'argent. Nous voulons maintenant l'argent de cette autre enveloppe parce que, selon nous, cela pourrait nous permettre d'y arriver.

Tout d'abord, je pense qu'il faut miser sur les programmes ayant une chance d'aboutir, puisqu'ils en sont à leurs balbutiements. Je ne pense pas qu'ils ont tous été mis en œuvre avec un maximum d'efficacité, mais les possibilités sont grandes si notre objectif est de nous assurer que des journalistes sont employés, surtout à l'échelon local, d'autant que l'IJL, l'Initiative de journalisme local, vise à ce que plus d'une centaine de journalistes travaillent précisément dans ce but.

Nous devons aussi adhérer au principe de « ne pas nuire » à autrui. Quand j'entends Facebook dire : « Écoutez, les règles australiennes disent que nous et n'importe qui d'autre pouvons sortir du marché s'il le juge bon », je ne pense pas que la plateforme se trompe. Cela reflète la situation actuelle.

Selon moi, le risque est grand de donner suite aux demandes de certains éditeurs traditionnels — comme je l'ai dit plus tôt, ce qui nuit à leur crédibilité et à l'autocensure — pas seulement parce que Facebook risque de sortir du marché, parce que les choses vont au-delà. Le fait est que bon nombre de ces entreprises novatrices émergentes ne voient pas les choses de la même façon que M. Irving. Elles voient des avantages dans ces plateformes. C'est ainsi qu'elles grossissent.

Nous devons être prudents avant de mettre tout le monde dans le même panier et d'affirmer que ce dont nous avons vraiment besoin, c'est que le gouvernement intervienne pour nous obtenir un meilleur accord.

Si vous parlez à un grand nombre de petits joueurs novateurs, ils vous diront que ce n'est pas ce dont nous avons besoin. Nous aimerions que le gouvernement cesse de faire obstacle à certaines de ces questions, mais nous sommes reconnaissants de l'appui accordé sous la forme de programmes financiers adoptés ces deux dernières années.

La sénatrice Dasko : On a plus ou moins répondu à la plupart de mes questions. Mais je voulais poser une question plus directe à M. Geist.

You think that there should not be any government supports for the media. Are you saying that we should just have the market do whatever the market would do? Is that what I'm reading from you?

Dr. Geist: No. That's not at all what I said, with respect, Senator Dasko. It's hard to emphatically support the kinds of programs that we've seen come from the government that are direct support for this sector. The Local Journalism Initiative, tax credits, both for journalists, for the labour from the journalist side, tax credits for subscriptions are government support for this. I think that's exceptionally important.

I'm saying that I've yet to see a compelling case for why we need government to step in and effectively mandate compensation for something that, in my view, is not being taken in a manner we would typically recognize from a legal perspective.

From a copyright perspective and how this bill comes out, the simple reality is that the way these companies engage and interact with this content, they are not using it in a way that copyright would typically recognize. It's a hyperlink or it's fair dealing. If it's about negotiation, we are seeing the prospect of negotiation. It's one thing for large players to say: Well, *Le Devoir* doesn't count or some of these other players don't count. I suspect that will be news to people in those communities, sometimes very large communities, where they are thriving. I don't think you have to see the deals to know that it was in their interests to do so. They could have easily just hung with Torstar and with Postmedia and decided not to do so. It's pretty clear that they found something compelling as have, quite frankly, if we take a look at this on a global scale, hundreds of large organizations around the world that have signed up for things like Google Showcase or perhaps some of the deals with Facebook. They do so not on the basis of links, because that's not a compensable act, but on the basis that people are willing to pay for value — I pay for it as a subscriber to certain publications — and Facebook and Google will pay, it appears, for value as well. But step up with something worth paying for, and there's a deal to be had.

Senator Dasko: What do you think about the antitrust case that came forward in France against Google? What do you think about those developments?

Dr. Geist: Sometimes I'm accused of not wanting to regulate these companies. I think that we need to be very aggressive on a number of fronts with respect to these companies, from privacy, tax and antitrust competition-related perspectives. Without doubt, there is room and a need in Canada to be more aggressive on some of those kinds of issues. I think those have been

Vous estimez que le gouvernement ne devrait pas soutenir financièrement les médias. Êtes-vous en train de dire que le marché devrait pouvoir faire ce qu'il veut? Est-ce bien ce que vous me dites?

M. Geist : Non. Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit, avec tout le respect que je vous dois, sénatrice Dasko. Il est difficile d'appuyer expressément le genre de programmes que le gouvernement a mis en place pour soutenir le secteur. L'Initiative de journalisme local, les crédits d'impôt, tant pour les journalistes que pour la main-d'œuvre du côté des journalistes, les crédits d'impôt pour les abonnements sont un soutien gouvernemental. Je pense que c'est formidablement important.

Ce que je dis, c'est que je ne suis pas encore tombé sur une raison convaincante pour laquelle le gouvernement devrait intervenir et exiger une indemnisation pour quelque chose qui, à mon avis, est différent de ce que l'on reconnaît habituellement du point de vue juridique.

La réalité est simple quand on considère le droit d'auteur par rapport à ce projet de loi : ces entreprises ne traitent pas le contenu de la façon dont s'applique le droit d'auteur. Elles travaillent à partir d'hyperliens ou dans le cadre d'une utilisation équitable. Si c'est une question de négociation, nous estimons que c'est possible. C'est une chose pour les grands joueurs de dire : Eh bien, *Le Devoir* ne compte pas ou certains de ces autres joueurs ne comptent pas. Je soupçonne que ce sera nouveau pour ces gens-là qui représentent parfois de grandes entités prospères. Je ne pense pas nécessaire de voir les accords qu'ils ont signés pour savoir qu'ils ont agi dans leur intérêt. Ils auraient pu facilement rester avec Torstar et Postmedia et ne pas signer. Il est assez clair qu'ils ont trouvé quelque chose de convaincant dans cette formule. À l'échelle mondiale, force est de constater que des centaines de grandes organisations dans le monde se sont abonnées à des services comme Google Showcase ou ont signé des ententes avec Facebook. Elles ne l'ont pas fait sur la base d'hyperliens, parce que cela n'ouvre pas droit à compensation, mais d'après ce que les gens sont prêts à payer pour la valeur offerte — je le paie en tant qu'abonné à certaines publications — et pour ce que Facebook et Google paient aussi, semble-t-il, pour cette même valeur du produit. Proposez-moi quelque chose pour lequel il vaut la peine de payer, et il devient possible de conclure un accord.

La sénatrice Dasko : Que pensez-vous de la poursuite antitrust intentée en France contre Google? Que pensez-vous de l'évolution des choses?

M. Geist : On m'accuse parfois d'être contre la réglementation de ces entreprises. Je pense que nous devons être très agressifs sur plusieurs fronts en ce qui les concerne, du point de vue de la protection des renseignements personnels, de la fiscalité et de la concurrence antitrust. Il est indéniable que le Canada peut et doit être davantage agressif dans certains de ces

neglected. One of my concerns with the kind of policy dialogue that we have seen to date is that it has not focused on where the real potential problems lie with these companies. I think it is on those kinds of issues.

Rather than looking at these companies as a sort of ATM — where wouldn't it be great to withdraw money from them for whatever your favourite cause happens to be — why don't we address the areas where they may be competing in an unfair manner or have an unfair advantage and address those concerns, because I've no doubt that Canadian entities are fully capable of competing if given the chance.

Senator Dasko: Thank you.

The Chair: Mr. Chan, did you want to respond?

Senator Dasko: Yes, Kevin.

Mr. Chan: Yes, Mr. Chair. Hello, senator, good to see you.

I would just simply echo what Michael was saying. I don't want to leave the committee with the impression that we do not desire regulation. In fact, Richard Stursberg and I wrote an op-ed in *The Globe and Mail* back in November which very much made that point. We support privacy legislation and stronger privacy legislation, if you will. We support Bill C-11. We also, of course, support the OECD process to reform global taxation. We understand very clearly that at the end of that process, it may very well mean that we pay more taxes in different places than we do today. I think we are very pleased to live with that kind of outcome.

The Chair: Thank you. On second round, I want to go to Senator Dawson and then Senator Carignan.

Senator Dawson: What about the bill? We've talked about the issue, but how would you address the issue of this bill? Should it continue being debated? It will not be passed, obviously, in the next few days. If you were to improve it, what would you recommend? All three of you have been following it. So I look forward to your comments.

Dr. Geist: I'm happy to start and then throw it to Mr. Chan and Mr. Irving. Just to note, as I did off the top, that, candidly, I think these kinds of debates have been a valuable experience. I, of course, read the Hansard from the earlier meetings. This is the kind of discussion that is absolutely necessary, so the bill has done an exceptionally good service in that regard. But, with respect, I think it is the wrong solution.

dossiers. Je pense que nous avons fait preuve de négligence. Ce qui me préoccupe dans le dialogue sur les politiques jusqu'à maintenant, c'est qu'il n'a pas porté sur les véritables problèmes potentiels que posent ces entreprises. Je pense que c'est là que se situent les enjeux.

Plutôt que de considérer que ces entreprises sont des guichets automatiques — d'où l'on pourrait tirer de l'argent pour quelque cause que ce soit que l'on privilégie —, pourquoi ne pas nous intéresser aux secteurs où elles livrent éventuellement une concurrence déloyale aux autres ou peuvent avoir un avantage indu et répondre à ce genre de préoccupations, parce que je ne doute pas que les entités canadiennes sont tout à fait capables de rivaliser avec ces plateformes si on leur en donne la chance.

La sénatrice Dasko : Merci.

Le président : Monsieur Chan, voulez-vous répondre?

La sénatrice Dasko : Allez-y, monsieur Chan.

M. Chan : Oui, monsieur le président. Bonjour, sénatrice, je suis heureux de vous voir.

Je voudrais simplement faire écho aux propos de M. Geist. Je ne veux pas donner l'impression au comité que nous ne voulons pas réglementer les plateformes. En fait, Richard Stursberg et moi-même avons rédigé une lettre d'opinion dans le *Globe and Mail* en novembre dernier, dans laquelle nous insistions beaucoup là-dessus. Nous sommes en faveur d'une loi sur la protection des renseignements personnels et d'une loi plus rigoureuse, si vous voulez. Nous appuyons le projet de loi C-11. Bien entendu, nous appuyons également le processus de l'OCDE qui vise à réformer la fiscalité mondiale. Nous comprenons très bien qu'à la fin de ce processus, cela pourrait très bien signifier que nous allons payer plus d'impôts dans différents pays qu'aujourd'hui. Je dirais que ce genre de résultat nous convient.

Le président : Merci. Pour le deuxième tour, je vais donner la parole au sénateur Dawson, puis au sénateur Carignan.

Le sénateur Dawson : Qu'en est-il du projet de loi? Nous avons parlé du problème à régler, mais comment aborderiez-vous la question de ce projet de loi? Doit-on continuer d'en débattre? À l'évidence, il ne sera pas adopté dans les prochains jours. Si vous deviez l'améliorer, que recommanderiez-vous? Vous avez tous les trois suivi le dossier. J'ai donc hâte d'entendre vos commentaires.

M. Geist : Je serai heureux de commencer, puis de donner la parole à M. Chan et à M. Irving. Je tiens à souligner, comme je l'ai fait d'entrée de jeu, que je crois sincèrement que ce genre de débat a été une expérience valable. Bien entendu, j'ai lu les transcriptions des réunions précédentes. C'est le genre de discussion qui est absolument nécessaire, et le projet de loi a donc rendu un service exceptionnel à cet égard. Je me permettrai cependant de dire qu'il représente la mauvaise solution.

I think it's great to continue to be able to study these kinds of issues, and it would be good to be able to do so hearing from some of those kinds of independent players, as we talked about, but I don't, frankly, have a fix for the bill because I think it is fundamentally flawed from a copyright law perspective.

Mr. Chan: I would just repeat the point that from a copyright point of view, Facebook is a very strict with respect to copyright. That's not just with publications or articles but a full range of content, including audio and video content.

I can perhaps illustrate this. We actually have in the past — it's not common. You can see all of our takedowns for violations of IP rights in our *Community Standards Enforcement Report*. We publish it quarterly. We break it down. We show you how much we remove every quarter and for what category of infringement. I can also speak from personal experience in the work that I do, I oftentimes am in receipt of content violations or potential content violations. We have actually received one — and this doesn't happen often but I do recall we received one from *The Brunswick News*. There was apparently some individual who shared a full article onto Facebook. Of course, as you know, *The Brunswick News* is completely behind a paywall, and that was very clearly a violation of copyright. Upon receipt of that we promptly removed the content that was shared on Facebook.

We're proud of our stance to be tough on copyright infringement, and you can expect us to continue to be so.

The Chair: Senator Carignan, we'll give you the last questions.

[Translation]

Senator Carignan: My question is for Mr. Chan. On March 29, 2021, you testified before the House of Commons committee and the member Anthony Housefather asked you a fairly simple question, "How much is your ad revenue in Canada on an annual basis?" You replied, "I'm not aware of that number."

I'm guessing that two and a half months later, you've had time to get that information. How much annual ad revenue do you make in Canada?

[English]

Mr. Chan: Senator, I have to tell you that is certainly not something that I was privy to at the time. It remains the case today. But I can share with you, senator, if I may, that coming July 1, we will convert Facebook Canada into what we call a local seller model, which means that Facebook Canada will

Je trouve formidable de pouvoir continuer à étudier ce genre de questions, et il serait bien de pouvoir entendre des intervenants indépendants, comme nous en avons parlé, mais, pour dire franchement, je ne sais pas comment corriger le projet de loi parce que je crois qu'il comporte des lacunes fondamentales par rapport à la Loi sur le droit d'auteur.

M. Chan : Je répète que du point de vue du droit d'auteur, nous sommes très stricts chez Facebook. Il ne s'agit pas seulement de publications ou d'articles, mais d'une gamme complète de contenu, y compris du contenu audio et vidéo.

Laissez-moi vous donner un exemple. Nous avons déjà fait quelque chose comme cela, mais ce n'est pas courant. Vous pouvez voir tous nos retraits pour violation des droits de PI dans notre *Rapport sur l'application des standards de la communauté*, publié trimestriellement. Nous faisons une ventilation. Nous indiquons combien de contenus nous retirons par trimestre et pour quelle catégorie de violation. Je peux aussi vous parler de mon expérience personnelle dans le travail que je fais. Je reçois souvent des plaintes pour violation potentielle ou avérée de contenu. En fait, nous en avons reçu une du *Brunswick News*, comme cela n'arrive pas souvent, je me souviens de ce cas. Apparemment, une personne avait partagé un article complet du *Brunswick News* sur Facebook. Comme vous le savez, *The Brunswick News* est entièrement payant, et c'était très clairement une violation du droit d'auteur. Dès que nous avons reçu cette information, nous avons rapidement retiré le contenu qui circulait sur Facebook.

Nous sommes fiers d'être sévères en ce qui touche à la violation du droit d'auteur, et vous pouvez vous attendre à ce que nous continuions de l'être.

Le président : Sénateur Carignan, nous allons vous laisser le soin de poser les dernières questions.

[Français]

Le sénateur Carignan : Ma question s'adresse à M. Chan. Le 29 mars 2021, vous avez témoigné devant le comité de la Chambre des communes et le député Anthony Housefather vous a posé une question assez simple : « À combien se chiffrent vos revenus annuels en publicité au Canada? » Vous avez répondu : « Je ne connais pas le montant de ces revenus. »

J'imagine que deux mois et demi plus tard, vous avez eu le temps d'obtenir cette information. À combien se chiffrent vos revenus annuels de publicité au Canada?

[Traduction]

M. Chan : Sénateur, je dois vous dire que je n'étais absolument pas au courant de cela à l'époque. C'est encore le cas aujourd'hui. Mais je peux vous dire, sénateur, si vous me le permettez, que le 1^{er} juillet prochain, nous convertirons Facebook Canada en ce que nous appelons un modèle de vendeur

become the invoicing entity for Canadian advertisers. At that point, senator, the CRA will be fully aware of the revenue we book in Canada.

[Translation]

Senator Carignan: So far, what are the numbers you have?

[English]

Mr. Chan: Again, senator, I don't have that number. I'm the public policy guy, if you will excuse me. I have to be honest here; I don't have that number. I think the important thing is that policy-makers and regulatory authorities like our tax agency will be in receipt of that number. We look forward to doing that to address, I think, senator, the concern about transparency that, if I may read into it a bit, I think you are expressing. We hear that. We are moving unilaterally, not because there is legislation or regulation or any other requirement, but at Facebook we are moving unilaterally to convert Facebook Canada into a local seller such that our revenue booked by our sales team in Canada will be known to the CRA for tax purposes. We're very pleased to be able to do that unilaterally to increase transparency for policy-makers with respect to the revenue that we book in Canada.

The Chair: Before we finish, I believe, Mr. Irving, you may have wanted to respond last time and I cut you off.

Mr. Irving: There were a couple of things I wanted to say. First of all, I just want to clarify Mr. Geist's remarks. At no point did I say that *Le Devoir* or *Le Droit* don't matter. In fact, they also ran a recent letter from News Media Canada lobbying — even though they did sign the deal — the government for the market failure sort of legislation.

On the point about how to improve the current legislation, I wouldn't know where to start on the specifics. At a broad level, it's my understanding that you will get much more traction if you focus on the market failure issues and the antitrust problems than trying to come at it from the copyright route.

One of the lawyers who was on the Yale commission, Peter Grant, a retired McCarthy lawyer, has been volunteering to do analysis on the Australian legislation. He created a very detailed memo on how to actually implement something like that effectively in Canada and how to adopt and implement to the Canadian legislature.

local, ce qui veut dire que Facebook Canada deviendra l'entité de facturation pour les annonceurs canadiens. À partir de ce moment-là, sénateur, l'ARC sera parfaitement au courant des revenus que nous inscrivons aux livres au Canada.

[Français]

Le sénateur Carignan : Pour l'instant, quels chiffres avez-vous?

[Traduction]

M. Chan : Encore une fois, sénateur, je n'ai pas ce chiffre. Je m'occupe des politiques publiques. Je dois être honnête; je n'ai pas ce chiffre. Je pense qu'il est important que les décideurs et les organismes de réglementation comme notre agence fiscale reçoivent ce chiffre. Sénateur, je crois pouvoir dire que nous avons hâte de le faire afin de répondre au genre de préoccupation que vous venez d'exprimer au sujet de la transparence. Nous entendons ce genre de chose. Nous agissons unilatéralement, non pas en raison d'une loi ou d'un règlement ou de toute autre exigence, mais à Facebook, nous procédons unilatéralement à la conversion de Facebook Canada en vendeur local de sorte que les revenus consignés par notre équipe de vente au Canada soient connus de l'ARC aux fins de l'impôt. Nous sommes très heureux de pouvoir le faire unilatéralement afin d'accroître la transparence pour les décideurs en ce qui concerne les revenus que nous comptabilisons au Canada.

Le président : Avant de terminer, je crois, monsieur Irving, que vous vouliez peut-être répondre la dernière fois et je vous ai interrompu.

M. Irving : Je voulais dire deux ou trois choses. Tout d'abord, j'aimerais préciser ma position par rapport aux propos de M. Geist. Je n'ai jamais dit que *Le Devoir* ou *Le Droit* n'avait pas d'importance. En fait, eux aussi ont publié récemment une lettre sous l'en-tête de Médias d'Info Canada adressée au gouvernement du Canada — même s'ils ont signé l'accord — pour réclamer un projet de loi sur les dysfonctionnements du marché.

Pour ce qui est de la façon d'améliorer la loi actuelle, je ne sais pas par où commencer. De façon générale, je crois comprendre que vous obtiendrez un bien meilleur résultat si vous vous concentrez sur les dysfonctionnements du marché et sur les problèmes d'antitrust que si vous vous y prenez par le biais du droit d'auteur.

L'un des avocats qui siégeaient à la Commission Yale, Peter Grant, un avocat à la retraite du cabinet McCarthy à l'époque, s'est porté volontaire pour analyser la loi australienne. Il a rédigé une note très détaillée sur la façon de mettre efficacement en œuvre une telle mesure au Canada et de la faire adopter par le Parlement du Canada.

I would be happy to provide that memo to the committee if you're looking for a detailed, technical analysis of where the bill could be improved, but that would be my recommendation for a starting point.

The Chair: Thank you, Mr. Irving.

[*Translation*]

Senator Carignan: I would love to have a copy of the brief.

[*English*]

The Chair: Yes. Mr. Irving, if you could get it to us, we would certainly appreciate it.

Mr. Irving: Absolutely.

The Chair: Thank you.

This brings us to the end of the panel. I would like to thank our witnesses for taking the time to meet with us and for the valuable information you have shared as we examine Bill S-225.

Honourable senators, we will now proceed in camera for the remainder of today's meeting.

(The committee continued in camera.)

Je me ferai un plaisir de fournir cette note au comité si vous souhaitez obtenir une analyse technique détaillée des aspects du projet de loi qui pourraient être améliorés, et je recommanderai de la prendre comme point de départ.

Le président : Merci, monsieur Irving.

[*Français*]

Le sénateur Carignan : J'aimerais beaucoup avoir la copie de ce mémoire.

[*Traduction*]

Le président : Oui. Monsieur Irving, si vous pouviez nous la faire parvenir, nous vous en serions très reconnaissants.

M. Irving : Certainement.

Le président : Merci.

Cela nous amène au terme de l'audition de ce groupe de témoins. Je tiens à remercier nos témoins d'avoir pris le temps de nous rencontrer et de nous avoir communiqué des renseignements précieux dans le cadre de notre étude du projet de loi S-225.

Honorables sénateurs, nous allons maintenant poursuivre à huis clos pour le reste de la séance d'aujourd'hui.

(La séance se poursuit à huis clos.)
